



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2012

SOMMAIRE

1. **RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE**
2. **COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2012**
3. **ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**
4. **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE**

1. **RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE**

1.1 **Présentation générale des activités**

CFAO est un acteur majeur de la distribution spécialisée et des services dans ses métiers clés en Afrique, hors Afrique du Sud, et dans les Collectivités Territoriales d'Outre-Mer.

CFAO opère dans quatre principales zones géographiques : l'Afrique subsaharienne francophone, l'Afrique subsaharienne anglophone et lusophone, le Maghreb et les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer. Le Groupe dispose d'une présence dans 32 pays d'Afrique (Ile Maurice comprise) et 7 Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer. Il est également présent au Vietnam à travers la distribution automobile. En France métropolitaine, CFAO opère essentiellement à travers des ventes directes à l'exportation.

Distributeur des plus grandes marques mondiales dans ses métiers, CFAO affiche sa différence par une offre de services avant et après-vente répondant aux plus hauts niveaux de standards internationaux, une amélioration permanente de ses dispositifs opérationnels (show-rooms, magasins, entrepôts, ateliers, équipements, systèmes d'information...) et une chaîne d'approvisionnement capable de servir rapidement des marchés éloignés des centres de production.

CFAO développe son activité sur différents segments de marché regroupés, depuis 2011, en trois grandes divisions décrites ci-dessous.

- **CFAO Automotive** : Le Groupe, à travers sa division CFAO Automotive, est l'un des principaux importateurs – distributeurs de véhicules automobiles particuliers et utilitaires en Afrique (hors Afrique du Sud) et dans les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer. Il importe, stocke et distribue des véhicules produits par plus d'une vingtaine de constructeurs automobiles mondiaux. Le Groupe dispose, dans ce domaine d'activité, de plus de 90 ans d'expérience. CFAO Automotive bénéficie d'un réseau d'implantations et de concessions qui couvre désormais 32 pays situés au Maghreb (Algérie, Maroc) et en Afrique subsaharienne ainsi que dans quatre Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer et au Vietnam. Outre la vente de gammes complètes de véhicules neufs de tourisme et utilitaires, de camions et de deux roues, CFAO Automotive offre des services diversifiés allant des services après-vente à la vente de pièces de rechange et de pneumatiques. CFAO Automotive a représenté environ 60 % du chiffre d'affaires total consolidé du Groupe en 2011 et 62 % de celui du premier semestre 2012.

- **Eurapharma** : Le Groupe, à travers sa division Eurapharma, est l'un des principaux importateurs-distributeurs de produits pharmaceutiques en Afrique, hors Afrique du Sud, et dans les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer. Eurapharma se démarque par une palette de services dédiés à ses clients amont, les laboratoires et aval, les pharmaciens. Eurapharma compte parmi ses clients les plus grands laboratoires internationaux. S'appuyant sur plus de 60 ans d'expérience, Eurapharma jouit d'une position de leader sur ses marchés historiques, l'Afrique subsaharienne francophone, où Eurapharma est présent dans 14 pays, et les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer. Eurapharma bénéficie également d'une présence importante sur des marchés investis plus récemment en Afrique subsaharienne anglophone et lusophone ainsi qu'en Algérie, où il dispose désormais d'une unité de production de médicaments. Cette division a représenté environ 28 % du chiffre d'affaires total consolidé du Groupe en 2011 et 26 % de celui du premier semestre 2012.

- **CFAO Industries, Equipement et Services** : Cette division est issue de la réunion, en 2011, des divisions préexistantes CFAO Industries et CFAO Technologies auxquelles se sont ajoutés deux nouveaux pôles d'activité, CFAO Equipement et Location.
 - **CFAO Industries** est principalement constitué de l'activité boissons en République du Congo, où le Groupe possède et exploite les deux seules brasseries du pays dans le cadre d'un partenariat avec Heineken et estime être de très loin le principal distributeur de boissons (notamment de la marque Coca-Cola) dans ce pays. Ce pôle regroupe également diverses activités industrielles légères telles que la fabrication de produits en matière plastique (comme des rasoirs et stylos de la marque BIC®).
 - **CFAO Equipement** est un réseau *business to business* dédié à la vente et la maintenance de matériels et biens d'équipement, complété d'une offre de location. Il offre une gamme étendue d'engins de travaux publics, de manutention, de matériels agricoles, de groupes électrogènes et d'ascenseurs. Parmi les solutions sur mesure qu'il offre, CFAO Equipement propose notamment des offres novatrices de location à travers Loxea, sa marque de location courte et longue durée. Lancé en 2011 par CFAO, il est le partenaire de grandes marques internationales dans leur secteur : JCB, LiuGong, Massey Ferguson, New Holland, FG Wilson, Hyster, Silla et Otis. CFAO Equipement est implanté dans huit pays d'Afrique : au Cameroun, Congo, Gabon, Ghana, Nigeria, Sénégal, en Côte d'Ivoire et RDC. CFAO Equipement bénéficie également du maillage du groupe CFAO en Afrique, ce qui lui permet d'opérer déjà dans 21 pays du continent. En 2011 et en 2012, ce nouveau réseau dédié s'est consacré à la structuration de ses dispositifs opérationnels et de ses équipes avec l'ambition de répondre efficacement aux besoins d'équipement des entrepreneurs locaux et des grands groupes internationaux actifs en Afrique présents dans le BTP, le secteur agricole et minier, l'énergie, la logistique et les transports notamment.
 - **Location** : CFAO gère un parc de 2.200 véhicules loués au Gabon, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Congo. Pour mieux répondre à la demande des professionnels sur le continent africain, le groupe CFAO a décidé de structurer son offre en l'élargissant. Il propose désormais de la location courte et longue durée des véhicules de tourisme, des pick-up, des 4X4 ainsi que du matériel d'équipement : engins de travaux publics, manutention, groupes électrogènes. Toutes ces offres sont désormais regroupées sous une même enseigne commerciale : LOXEA. Elles complètent les franchises que détient le Groupe auprès d'Avis, Budget et Hertz pour la location de courte durée de véhicules.
 - **CFAO Technologies** : Créée en 2002, la division CFAO Technologies qui s'était construite autour de trois principaux métiers que sont l'intégration de solutions informatiques, de réseaux et télécommunications, l'installation et la maintenance d'ascenseurs sous la marque Otis et la distribution de produits et services de bureautique a opéré un recentrage de son activité. Le pôle est désormais dédié à l'intégration de produits et solutions informatiques, de réseaux et télécommunications à haute valeur ajoutée, notamment l'infogérance des postes de travail et des automates bancaires et le métier d'opérateur en radiocommunications.

La division CFAO Industries, Equipement et Services a représenté, en 2011, 12 % du chiffre d'affaires total consolidé du Groupe et 12 % également de celui du premier semestre 2012.

Le **secteur Holding** regroupe des fonctions de support centralisées, telles que les ressources humaines, les systèmes d'information, la communication, le développement, l'audit et les services financiers, comptables, juridiques et fiscaux notamment.

1.2 Facteurs de risques

Les risques relatifs à l'activité du Groupe sont décrits en détails au chapitre 4 du Document de référence 2011 de CFAO enregistré auprès de l'AMF le 6 avril 2012 sous le numéro R. 12-009, et disponible sur le site internet de CFAO ou sur le site de l'Autorité des marchés financiers. Cette analyse des risques reste valable pour l'appréciation des principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2012, sous réserve de ce qui est précisé dans le présent paragraphe 1.2 et de ce qui pourrait être précisé par CFAO ponctuellement.

Il est rappelé en particulier que le contexte politique et social des pays dans lesquels le Groupe opère et les variations des taux de change peuvent avoir une incidence significative sur les résultats du Groupe.

Les pays et territoires dans lesquels le Groupe est présent et dont la part du chiffre d'affaires dépasse 5 % au premier semestre 2012 sont les suivants : Algérie : 17,8 % (contre 14,5 % sur l'année entière 2011), Congo : 7,9 % (8,3 %), La Réunion : 6,9 % (7,3 %), Cameroun : 6,5 % (7,3 %), Antilles : 6,0 % (6,5 %), Côte d'Ivoire : 5,4 % (4,4 %), Maroc : 5,2 % (4,7 %).

1.2.1 Le contexte politique et social des pays dans lesquels le Groupe opère

Les conditions économiques des pays où le Groupe opère dépendent également du contexte politique et social. La stabilité politique crée un climat favorable au développement du commerce et de l'économie plus généralement, et l'instabilité politique, qui se manifeste à travers des crises politiques ou sociales, des conflits ou des guerres, a l'effet inverse.

Les pays dans lesquels le Groupe est présent peuvent aussi connaître des troubles politiques ou sociaux, des guerres, des actes terroristes ou d'autres phénomènes de violence, des carences d'infrastructures matérielles, et des risques de pertes en raison d'expropriations, de nationalisations, de confiscations des actifs et des biens ou encore de restrictions pour les investissements étrangers et de rapatriement des capitaux investis. Ces troubles politiques ou sociaux sont courants dans certains pays où le Groupe est présent.

Les origines de ces troubles peuvent être très variées et peuvent notamment résulter d'écarts de richesse au sein de la population, ou de conflits religieux ou ethniques, ou encore d'événements extérieurs comme la flambée des prix des matières premières au niveau mondial, qui peut entraîner rapidement une augmentation importante du prix des denrées de première nécessité dans un pays donné. Ces troubles ont été et peuvent continuer d'être source de crises, violences et guerres pouvant entraîner la destruction de biens et d'infrastructures du Groupe, une augmentation de ses coûts logistiques ou une interruption ou un ralentissement de ses activités dans la mesure où ils peuvent aussi avoir un effet négatif sur la croissance économique de ces pays.

Le groupe CFAO n'est présent ni en Tunisie ni en Egypte ni en Libye, pays qui ont été le théâtre de révolutions populaires d'ampleur en 2011. Le Groupe est toutefois bien établi dans les pays arabes voisins que sont l'Algérie et le Maroc (ces deux pays ont représenté ensemble 23,0 % du chiffre d'affaires du Groupe sur le premier semestre 2012).

A l'heure actuelle, certains des pays où le Groupe est présent connaissent des situations complexes, compte tenu de tensions sociales ou d'activités terroristes, comme dans la zone du Sahel. Sur cette zone sahélienne, le Ministère des Affaires Etrangères français a émis des recommandations, revues régulièrement : le Ministère déconseille les déplacements des ressortissants français en Mauritanie, au Mali et au Niger, et de manière formelle sur la moitié nord du Mali et du Niger et sur la moitié Nord-Est de la Mauritanie.

La situation générale au Mali est très tendue, compte tenu d'un coup d'Etat en mars 2012 et d'une partition de fait du pays depuis cet événement entre une zone nord, zone occupée par différents groupes armés, et une zone sud autour de Bamako, où tente de s'organiser à l'heure actuelle une coalition en vue d'une reconquête du nord du pays. Compte tenu de cette situation politique, le climat général des affaires dans le pays est dégradé, et il en résulte un impact négatif sur les activités du groupe CFAO, déjà ressenti au premier semestre 2012. Il est difficile de prédire les conséquences des événements actuels sur les prochains mois, mais il est probable que la situation ait des répercussions négatives sur le chiffre d'affaires et le résultat de CFAO dans le pays. Le Mali a représenté 2,5 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe en 2011, et 2,3 % au premier semestre 2012. Il est également possible que la situation malienne entraîne une déstabilisation des pays de la zone sahélienne, qui, elle, pourrait également avoir un impact sur les activités de CFAO en Mauritanie, au Burkina Faso ou au Niger.

Le Ministère des Affaires Etrangères français déconseille également les déplacements au Sénégal le long des frontières avec la Mauritanie et en Casamance, et dans la pointe nord du Burkina Faso. Il déconseille également les déplacements dans tous les Etats du Nigéria, et formellement dans les Etats du Nord, le pays connaissant une recrudescence de tensions sociales et religieuses et d'actes terroristes. La situation sécuritaire au Nigéria, très complexe, rend en tout état de cause les déplacements difficiles dans le pays et pourrait avoir des conséquences négatives sur les activités et les résultats du Groupe. Les déplacements sont également déconseillés au nord et à l'est du Kenya, du fait de situations conflictuelles aux frontières de la Somalie, de l'Ethiopie et du Soudan, qui pourraient avoir un effet négatif à terme, par ricochet, sur la situation globale et l'environnement des affaires dans le pays. Enfin, les déplacements sont déconseillés sur presque tout le territoire de la République centrafricaine, en proie à un problème sécuritaire important.

Les situations particulières dans les pays mentionnés ci-dessus pourraient ralentir certaines activités industrielles ou commerciales, entraver la réalisation de certains projets en cours, ou réduire les possibilités de déplacements et donc les possibilités de développements d'activités, dans un pays ou une zone géographique, et ainsi affecter négativement les activités et résultats du Groupe.

Des tensions politiques ou sociales peuvent également survenir lors d'échéances électorales dans certains des pays où le Groupe est présent, et dans ce cas ralentir les activités économiques et commerciales des pays concernés. La seule perspective d'une échéance électorale peut amener les administrations étatiques ou collectivités publiques à réduire leurs dépenses ou l'octroi de crédits, ce qui peut également ralentir les activités économiques du pays.

L'année 2012 est particulièrement riche en élections sur le continent africain. Sur la base des informations disponibles sur ce sujet à la date du présent rapport, 6 rendez-vous électoraux au niveau présidentiel et législatif, sont encore programmés au second semestre 2012 dans des pays où le groupe CFAO est présent. Certaines de ces échéances et les événements qui pourraient leur être liés pourraient avoir un impact sur les activités et les résultats du Groupe.

Des situations de tension résultant de processus d'élections peuvent subsister après ceux-ci, comme en Côte d'Ivoire fin 2010 et début 2011. Dans ce pays, l'environnement des affaires est revenu à la normale, même si des tensions sociales subsistent dans le nord du pays, entraînant des difficultés de déplacement des biens et des personnes.

A l'heure actuelle, la République démocratique du Congo connaît ainsi une situation difficile, notamment du fait d'élections présidentielles en novembre 2011 dont les résultats définitifs n'ont pas encore été publiés. A ce jour, des affrontements ont lieu au Nord-Kivu et des populations sont déplacées. Le Ministère des Affaires Etrangères français déconseille les déplacements dans tout le pays. La situation n'a pour l'heure pas d'impact négatif sur les activités de CFAO localement.

Compte tenu de cet environnement potentiellement instable, CFAO est très attentif aux risques pays, qu'il analyse tout particulièrement avant de s'implanter sur un nouveau territoire. Le groupe CFAO a également, et depuis de nombreuses années compte tenu de l'ancienneté de ses implantations, mis en place un dispositif de sécurité adapté à chacun des environnements où il est présent, visant à protéger en premier lieu son personnel et ses actifs. Ce dispositif comprend notamment une veille sur les situations politiques et sociales de chacun des pays concernés, dans la perspective de tenter d'anticiper les difficultés.

1.2.2 Les variations des cours des matières premières

Les variations importantes des cours des matières premières pourraient avoir un impact direct ou indirect sur les activités et les résultats du Groupe CFAO.

Par ailleurs, l'exportation de certaines matières premières ayant un poids important dans les ressources de certains pays d'Afrique, à l'instar du pétrole en Algérie, une baisse rapide ou continue des cours de ses matières premières peut conduire le pays concerné à décider de diminuer ses importations, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur le volume d'activités de CFAO dans le pays.

1.2.3 Les variations des taux de change

Les variations des taux de change peuvent avoir des effets très importants sur les résultats du Groupe. Les comptes consolidés du Groupe sont établis en euros. Les ventes du Groupe en 2011 ont été effectuées en euros (26,7 %), en francs CFA (36,0 %), et en d'autres devises locales (37,3 %). Les achats au niveau du Groupe en 2011 ont été effectués en yen (26 %), en dollars US (27 %) et en euros (47 %). Les achats des divisions Eurapharma, CFAO Industries et CFAO Technologies sont principalement effectués en euros. En revanche, les achats de la division CFAO Automotive en 2011 ont été effectués en yen (36 %), en dollars US (36 %), et en euros (28 %). Au premier semestre 2012, les achats de la division Automotive ont été effectués en yen (39 %), en dollars US (39 %) et en euros (22 %).

Le tableau ci-dessous présente les taux de change moyens entre l'euro et le yen et entre l'euro et le dollar, pour les périodes 2010, 2011 et le premier semestre 2012.

	2010				2011				2012	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Yen japonais pour un euro	125,5	117,2	110,7	112,1	112,6	117,4	109,8	104,2	104,0	102,6
Dollar américain pour un euro	1,38	1,27	1,29	1,36	1,37	1,44	1,41	1,35	1,31	1,28

Source : Banque Centrale Européenne (BCE)

Au cours du premier semestre 2012, les parités moyennes de l'euro en yen et en dollar US ont été respectivement de 103,3 et 1,30, en baisse d'environ 3,5 % et 5,8 % par rapport aux parités moyennes du dernier semestre 2011, se traduisant à terme par un renchérissement des achats du Groupe.

D'une manière générale, les variations de parités exposent le Groupe à plusieurs risques de change, notamment :

- La valeur de l'euro pourrait se déprécier entre la date où le Groupe passe une commande auprès d'un fournisseur en yen japonais, dollar américain ou une autre devise, et la date du règlement de la commande, si bien que le montant du paiement sera plus élevé en euros.
- Les devises locales dans lesquelles les ventes sont faites pourraient se déprécier contre les devises d'achats ou l'euro, nécessitant un montant plus élevé en devise locale pour couvrir le prix d'achat. Si le Groupe ne parvient pas à augmenter ses prix en devise locale pour couvrir ces fluctuations, ses taux de marge en seront affectés. Par ailleurs, toute augmentation de prix en devise locale pourrait entraîner une baisse des ventes, notamment dans les zones géographiques où l'élasticité de la demande aux prix est élevée.
- La valeur de l'euro pourrait se déprécier par rapport aux devises autres que l'euro dans lesquelles le Groupe s'est endetté, entraînant une augmentation dans l'équivalent en euros de l'endettement concerné, et un effet négatif sur les résultats du Groupe.

En revanche, si les tendances décrites ci-dessus s'inversent, il peut y avoir un effet positif.

Le Groupe prend différentes mesures pour couvrir, dans tous les cas où cela est possible, son exposition aux fluctuations des taux de change. Au moment de passer une commande en yens ou en dollars auprès d'un constructeur, le Groupe met en place des couvertures d'achat à terme pour convertir ces montants en euros. Cependant, le Groupe n'est pas en mesure de mettre en place cette couverture dans certains pays ou zones géographiques, notamment en Algérie, dans toute la zone d'Afrique subsaharienne anglophone (à l'exception du Kenya et du Nigéria), la République Démocratique du Congo (RDC), la Gambie, la Guinée Conakry et le Vietnam. Le Groupe ne pouvant pas éliminer entièrement l'exposition aux fluctuations de taux de change, son chiffre d'affaires, son taux de marge brute, ainsi que ses résultats sont exposés à ces fluctuations, et notamment à la parité yen/euro et dollar/euro ainsi qu'aux parités dollar, euro et yen contre les autres devises dans lesquelles les ventes du Groupe sont libellées. De manière générale, l'appréciation du yen ou du dollar contre l'euro ou une devise locale aura tendance à augmenter le coût des ventes et à réduire la marge brute du Groupe si le Groupe n'arrive pas, pour des raisons de concurrence ou autre, à augmenter ses prix pour couvrir entièrement l'augmentation du coût des ventes. Une dépréciation du yen ou du dollar aura la tendance inverse. La pression sur les marges est amplifiée dans les activités ou les pays dans lesquels la concurrence est forte.

Dans un contexte de parités moins favorable, le Groupe tentera d'obtenir de meilleures conditions financières de la part de ses principaux fournisseurs de manière à réduire l'impact des parités sur sa marge brute.

Compte tenu de la politique de couverture systématique des engagements de commandes de véhicules payés en devises et des délais de paiement, l'impact d'une modification des parités de devises d'achats sur la marge brute ne se produit que plusieurs mois après cette modification.

1.3 Analyse de la performance financière du groupe au premier semestre 2012

1.3.1 Comparaison des résultats du Groupe des premiers semestres 2011 et 2012

Le tableau ci-après présente le compte de résultat consolidé du Groupe pour les premiers semestres 2011 et 2012, en millions d'euros et en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé pour les périodes considérées.

	1 ^{er} semestre 2011		1 ^{er} semestre 2012		Variation
	(en millions d'euros)	% du CA	(en millions d'euros)	% du CA	
Chiffre d'affaires	1 486,5	100,0 %	1 743,1	100,0 %	+17,3 %
Coût des ventes	(1 158,4)	-77,9 %	(1 354,3)	-77,7 %	+16,9 %
Marge brute	328,1	22,1 %	388,8	22,3 %	+18,5 %
Charges de personnel	(107,8)	-7,3 %	(122,5)	-7,0 %	+13,6 %
Autres P&C opérationnels courants	(107,9)	-7,3 %	(121,4)	-7,0 %	+12,6 %
Résultat opérationnel courant	112,4	7,6 %	144,9	8,3 %	+28,9 %
Autres P&C opérationnels non courants	8,2	0,1 %	1,4	0,1 %	-
Résultat opérationnel	120,6	8,1 %	146,4	8,4 %	+21,3 %
Charges financières (nettes)	(13,7)	-0,9 %	(18,8)	-1,1 %	+37,0 %
Résultat avant impôt	106,9	7,2 %	127,6	7,3 %	+19,3 %
Impôt sur le résultat	(36,0)	-2,4 %	(37,5)	-2,2 %	+4,2 %
<i>Taux effectif global d'imposition</i>	33,7 %		29,4 %		
Quote-part de résultat des sociétés MEE	1,3	-	0,6	-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé	72,2	4,9 %	90,8	5,2 %	+25,6 %
Intérêts minoritaires	23,0	1,6 %	27,3	1,6 %	+18,7 %
Résultat net - Part du groupe	49,2	3,3 %	63,5	3,6 %	+28,8 %

1.3.2 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2012 s'est élevé à 1 743,1 millions d'euros contre 1 486,5 millions d'euros pour la même période en 2011, en hausse de +17,3 %. Les variations de périmètre sur ce premier semestre représentent 24,4 millions d'euros et concernent principalement l'entrée dans le périmètre de consolidation en 2011 de Citroën La Réunion, et en 2012 de SICAM à Madagascar, de ADI au Zimbabwe, de Actidis aux Antilles et de Propharma en Algérie. L'impact des parités de change dans la conversion en euros du chiffre d'affaires est légèrement favorable et représente un montant de 11,1 millions d'euros.

En base comparable, (c'est-à-dire à périmètre et taux de change constants), la hausse du chiffre d'affaires atteint +14,5 % au premier semestre 2012.

La reprise de l'activité en Côte d'Ivoire a été particulièrement forte et les ventes du Groupe dans ce pays ont pratiquement doublé par rapport au premier semestre de l'an dernier. Les ventes du Groupe hors Côte d'Ivoire au premier semestre progressent de +14,7 %, et de +11,9 % en comparable.

Le tableau ci-dessous montre la répartition du chiffre d'affaires par division pour les premiers semestres 2011 et 2012.

	1 ^{er} semestre 2011		1 ^{er} semestre 2012		Variation en val. historiques	Variation en val. comparables
	(en millions d'euros)	(en % du chiffre d'affaires)	(en millions d'euros)	(en % du chiffre d'affaires)		
CFAO Automotive	901,9	60,7 %	1 079,3	62,0 %	+19,7 %	+16,4 %
Eurapharma	418,8	28,2 %	460,2	26,4 %	+9,9 %	+8,2 %
CFAO Industries Equipement et Services	165,8	11,1 %	203,6	11,6 %	+22,8 %	+20,4 %
Total	1 486,5	100,0 %	1 743,1	100,0 %	+17,3 %	+14,5 %

Le tableau ci-dessous montre la répartition du chiffre d'affaires par zone géographique pour les premiers semestres 2011 et 2012.

	1 ^{er} semestre 2011		1 ^{er} semestre 2012		Variation en val. historiques	Variation en val. comparables
	(en millions d'euros)	(en % du chiffre d'affaires)	(en millions d'euros)	(en % du chiffre d'affaires)		
Afrique subsaharienne francophone	574,1	38,6 %	659,5	37,8 %	+14,9 %	+13,7 %
Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer et Autres	350,6	23,6 %	354,7	20,2 %	+1,1 %	+0,5 %
Maghreb	300,7	20,2 %	402,1	23,2 %	+33,7 %	+31,0 %
Afrique subsaharienne anglophone et lusophone	188,3	12,7 %	242,9	13,9 %	+29,0 %	+15,3 %
France (export)	72,8	4,9 %	83,9	4,8 %	+15,2 %	+17,3 %
Total	1 486,5	100,0 %	1,743,1	100,0 %	+17,3 %	+14,5 %

Au cours du premier semestre 2012, le chiffre d'affaires de la **division Automotive** a atteint 1 079,3 millions d'euros, en hausse de +19,7 %.

L'évolution des ventes de véhicules neufs par zone géographique et en unités aux premiers semestres 2011 et 2012 a été la suivante :

Volumes de véhicules neufs CFAO (en unités)	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2012	Variation S1 2012/ S1 2011
Afrique subsaharienne francophone	7 642	8 839	+16 %
Afrique subsaharienne Anglophone	6 634	6 777	+2 %
Algérie et Maroc	20 602	27 064	+31 %
CTOM, Vietnam	4 983	5 175	+4 %
Total	39 868	47 853	+20 %

L'évolution du chiffre d'affaires de la division par zone géographique aux premiers semestres 2011 et 2012 a été la suivante :

CA Automotive (en M€)	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2012	Variation S1 2012/ S1 2011
Afrique subsaharienne francophone	278,0	320,1	+15,1 %
Afrique subsaharienne anglophone	143,1	182,1	+27,3 %
Algérie et Maroc	269,7	363,4	+34,8 %
CTOM, Vietnam	187,3	184,1	-1,7 %
France (export)	23,8	29,6	+24,4 %
Total	901,9	1 079,3	+19,7 %

Précision : L'activité Automotive Ile Maurice (8,6M€ au S1 12), dans les CTOM et autres jusqu'en 2011, est désormais intégrée au périmètre de l'Afrique anglophone et lusophone. Croissance anglophone et lusophone hors Ile Maurice : +20,0 % / Croissance CTOM et autres hors Ile Maurice : +3,0 %

En Afrique sub-saharienne francophone, la croissance des ventes de la division a atteint +15,1 %. Cette croissance forte est en grande partie portée par le rebond des ventes en Côte d'Ivoire qui ont quasiment triplé par rapport au premier semestre 2011. Si les volumes de ventes au Cameroun et au Congo continuent de bien progresser, en revanche, l'activité marque le pas au Mali et au Sénégal dans des environnements moins favorables.

Les ventes progressent également en Afrique sub-saharienne anglophone avec de très bonnes performances au Kenya et en Tanzanie. Les ventes de la division au Nigéria progressent très légèrement sur un marché en contraction au premier semestre.

Les deux pays du Maghreb continuent d'afficher une très forte progression. Sur des marchés en forte croissance, les ventes de la division en Algérie continuent de progresser sur tous les segments. Au Maroc, les ventes sont désormais en croissance forte, sur des marchés plus favorables pour les véhicules légers que pour les utilitaires.

Enfin, dans les collectivités territoriales d'outre-mer, les ventes sont en léger retrait sur des marchés peu dynamiques (-3 % à La Réunion et -7 % en Nouvelle-Calédonie). Les ventes au Vietnam progressent d'environ 30 % sur un marché *premium* bien orienté.

L'évolution du chiffre d'affaires des activités de distribution de produits pharmaceutiques **Eurapharma** par zone géographique aux premiers semestres 2011 et 2012 a été la suivante :

Eurapharma (en M€)	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2012	Variation S1 2012/ S1 2011
Afrique subsaharienne francophone	167,6	182,3	+8,8 %
Afrique subsaharienne anglophone	20,7	28,9	+39,8 %
Algérie	27,2	33,5	+23,2 %
CTOM	163,3	167,8	+2,8 %
France (export)	40,0	47,7	+19,1 %
Total	418,8	460,2	+9,9 %

Le chiffre d'affaires **Eurapharma** continue de progresser de manière soutenue sur le premier semestre 2012. Les ventes en Afrique francophone sont en croissance dans tous les pays, et notamment en Côte d'Ivoire où l'activité est à nouveau très dynamique. Dans les collectivités territoriales d'outre-mer, la progression atteint +2,8 % au premier semestre, avec une tendance plus favorable en Guadeloupe qu'à la Martinique. Enfin, les métiers plus récents de la division, agent distributeur en Afrique anglophone et lusophone ainsi que pré-wholesale en Algérie et en France enregistrent une progression d'environ +15 %.

Les activités **Industries, Equipement et Services** ont réalisé un chiffre d'affaires de 203,6 millions d'euros au premier semestre en progression de +22,8 % par rapport à l'an dernier et +20,4 % en comparable. Les ventes de boissons et de produits plastiques sont en croissance de +12,4 %. Les nouvelles activités CFAO Equipement et Location montent progressivement en puissance et affichent des croissances fortes, respectivement +79,1 % et +64,6 %. Les activités de **Technologies** progressent de +8,5 % sur ce premier semestre.

1.3.3 Marge brute

La **marge brute** du Groupe s'est établie à 388,8 millions d'euros au premier semestre 2012, en progression de +18,5 % par rapport à la même période de l'année précédente. Le taux de marge brute du Groupe progresse légèrement à 22,3 % au premier semestre 2012 contre 22,1 % au premier semestre 2011.

Ce taux est en légère hausse dans la division Automotive principalement en raison de la progression de la rentabilité dans la zone Maghreb. En revanche, le cours moyen du yen de la période au cours de laquelle les couvertures de change des achats des véhicules vendus au cours de ce semestre ont été mises en place a été moins favorable que l'an dernier, renchérissant ainsi le coût des véhicules vendus.

Le taux de marge brute de la division Eurapharma est également en légère progression.

1.3.4 Charges de personnel

Les charges de personnel se sont élevées à 122,5 millions d'euros au premier semestre 2012 contre 107,8 millions d'euros au premier semestre 2011, soit une hausse de +13,6 %. Cette hausse, inférieure à celle des ventes, s'explique principalement par la montée en puissance des nouvelles activités Equipement et Location ainsi que l'adaptation des moyens commerciaux dans la division Automotive, en forte croissance.

Ces charges représentent, 7,0 % du chiffre d'affaires du premier semestre, contre 7,3 % au premier semestre 2011.

1.3.5 Autres produits et charges opérationnels courants

Les autres produits et charges opérationnels courants se sont élevés à 121,4 millions d'euros au premier semestre 2012, contre 107,9 millions au premier semestre 2011, soit une hausse de +12,6 %.

En pourcentage du chiffre d'affaires, ce poste est également passé de 7,3 % au premier semestre 2011 à 7,0 % au premier semestre 2012.

1.3.6 Résultat opérationnel courant du Groupe

Le résultat opérationnel courant progresse de +28,9 % et atteint 144,9 millions d'euros, représentant un taux de rentabilité opérationnelle courante de 8,3 %, en progression de +0,7 point par rapport à la même période de l'an dernier.

La répartition du résultat opérationnel courant par division est la suivante :

	1 ^{er} semestre 2011		1 ^{er} semestre 2012	
	(en millions d'euros)	(en % du chiffre d'affaires)	(en millions d'euros)	(en % du chiffre d'affaires)
<i>CFAO Automotive</i>	60,5	6,7 %	86,0	8,0 %
<i>Eurapharma</i>	36,5	8,7 %	39,8	8,7 %
<i>CFAO Industries, Equipement et Services</i>	28,2	17,0 %	35,1	17,2 %
<i> Holding</i>	-12,8	-	-16,0	-
Total	112,4	7,6 %	144,9	8,3 %

Le résultat opérationnel courant de chaque division progresse au cours du semestre.

Le taux de résultat opérationnel courant de la division Automotive progresse de +1,3 point pour atteindre 8,0 %. Il résulte à la fois d'une forte progression des volumes, d'un bon niveau de taux de marge brute malgré une parité yen/euro toujours très défavorable, ainsi que d'une amélioration de la rentabilité au Maghreb et en Côte d'Ivoire.

La division Eurapharma affiche un taux de marge opérationnelle courante historiquement élevé.

Enfin, le résultat opérationnel courant de la division Industries, Equipement et Services progresse de +24,3 % pour atteindre 35,1 millions d'euros au premier semestre.

1.3.7 *Résultat opérationnel*

Le résultat opérationnel ressort à 146,4 millions d'euros, soit 8,4 % du chiffre d'affaires, en hausse de +21,3 % par rapport au premier semestre 2011. Ce résultat était impacté l'an dernier par un produit non courant lié au traitement comptable de l'opération de rapprochement avec le groupe Pentecost en Nouvelle-Calédonie (plus-value de 8,4 millions d'euros).

1.3.8 *Charges financières nettes*

La répartition des charges financières nettes du Groupe sur les premiers semestres 2011 et 2012 est la suivante :

en millions d'euros	1^{er} semestre 2011	1^{er} semestre 2012
Coût de l'endettement financier net	(12,6)	(16,1)
Autres produits et charges financiers	(1,1)	(2,7)
Charges financières nettes	(13,7)	(18,8)

Le coût net de l'endettement financier augmente de 3,5 millions d'euros sur le semestre, à 16,1 millions d'euros, en raison d'une hausse significative de l'endettement moyen au cours du semestre. Cette hausse est elle-même due à un retour du besoin en fonds de roulement vers un niveau plus proche des moyennes observées dans le passé.

1.3.9 *Impôt sur les bénéfices*

L'impôt sur les bénéfices intègre la charge d'impôt payée ou provisionnée pour la période concernée ainsi que les éventuels redressements fiscaux payés ou provisionnés sur la période concernée.

Au premier semestre 2012, le Groupe a enregistré une charge d'impôt sur les sociétés de 37,5 millions d'euros, contre 36,0 millions d'euros au premier semestre 2011. Le taux effectif global d'imposition est de 29,4 % sur le semestre, en baisse par rapport à l'an dernier en raison d'une répartition des résultats plus favorable aux sociétés disposant de déficits fiscaux.

1.3.10 *Résultat net*

La quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence s'est élevée à 0,6 million d'euros au premier semestre 2012 contre 1,3 millions d'euros au premier semestre 2011. La part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle s'est élevée à 27,3 millions d'euros (soit 30,0 % du résultat net de l'ensemble consolidé) en progression de 18,7 %. Cette augmentation reflète principalement la progression des résultats des opérations en partenariat dans les activités Industries et Automotive au Maghreb.

En conséquence, le résultat net – part du groupe s'est établi à 63,5 millions d'euros au premier semestre 2012 contre 49,2 millions d'euros au premier semestre 2011, soit une progression de +28,8 %.

Le résultat net par action atteint 1,03 euros au premier semestre 2012 contre 0,80 euro pour le premier semestre 2011.

1.3.11 Endettement financier net au 30 juin 2012

Le besoin en fonds de roulement progresse fortement au cours du semestre, de façon similaire à ce qui avait été observé au premier semestre l'an passé, notamment avec une baisse du taux de couverture des stocks par le crédit fournisseur.

Les principaux investissements d'exploitation du semestre ont porté sur les Brasseries du Congo, l'activité de location et pour la branche automobile sur la rénovation ou la construction de nouveaux showrooms.

L'endettement financier net au 30 juin 2012 s'élève à 289,7 millions d'euros. Il est en augmentation de 97,7 millions d'euros par rapport à fin 2011. Les principaux éléments ayant impacté l'endettement financier net sont : l'évolution du besoin en fonds de roulement et la distribution aux actionnaires de CFAO d'un dividende de 0,86 euro par action le 13 juin 2012, soit un montant total de 52,9 millions d'euros.

Le ratio d'endettement financier net / capitaux propres est de 0,38 à fin juin 2012 contre 0,26 à fin décembre 2011 et 0,50 à fin juin 2011.

Le ratio d'endettement financier net / EBITDA est de 0,85 à fin juin 2012 contre 0,63 à fin décembre 2011 et 1,16 à fin juin 2011.

Au 30 juin 2012, la ligne de crédit syndiqué mise en place en 2009 n'est utilisée qu'à hauteur de 60 millions d'euros. Les covenants relatifs à cette ligne de crédit ont été respectés à fin juin 2012 et CFAO considère peu probable qu'ils ne soient plus respectés à fin décembre 2012.

1.4 Parties liées

Des accords conclus avec des parties liées à CFAO ont été identifiés dans le Document de référence de CFAO pour 2011, dans le chapitre 19 « Opérations avec des apparentés ».

Au cours du premier semestre 2012, il n'y a eu ni transactions avec des parties liées à CFAO qui ont influé significativement sur la situation financière ou les résultats de CFAO (à l'exception de celles mentionnées au présent paragraphe), ni modification affectant les transactions entre parties liées décrites dans le Document de référence de CFAO ci-dessus visé. Il convient de noter que les rémunérations des membres du Directoire ont été modifiées par décision du Conseil de surveillance au cours du premier semestre 2012, comme indiqué au chapitre 15 du Document de référence de CFAO pour 2011, au paragraphe 15.1 « Rémunération des mandataires sociaux », sous le tableau 2.

Les autres informations relatives aux transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 20 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés figurant dans le présent rapport.

1.5 Événements importants survenus au cours du 1^{er} semestre 2012

Aucun événement significatif n'est survenu au cours du premier semestre.

1.6 Événements postérieurs à la clôture

La division Eurapharma de CFAO a acquis, le 18 juillet 2012, 75 % des titres de la société Missionpharma dont le siège social est au Danemark. Cette société, leader mondial en matière de kits de santé et disposant d'une compétence forte en matière de médicaments génériques, permettra à Eurapharma de se développer sur les marchés des clients publics et semi-publics, ONG et fondations. La société Missionpharma a réalisé sur son exercice clos le 30 avril 2012 un chiffre d'affaires de 83 millions d'euros, dont environ 75 % en Afrique.

1.7 Perspectives

L'environnement dans lequel le Groupe opère au premier semestre 2012 est marqué par la bonne dynamique de la plupart des marchés africains, et les perspectives de croissance du continent restent bonnes.

L'environnement politique et social de plusieurs pays dans lesquels le Groupe opère devient de plus en plus difficile, notamment dans les pays de la région du Sahel (voir paragraphe 1.2 Facteurs de risques).

Les tendances récentes et les perspectives 2012 par activité sont les suivantes :

La bonne dynamique de **CFAO Automotive** constatée au premier semestre devrait se poursuivre sur les marchés de l'Afrique subsaharienne. Les marchés des collectivités territoriales d'outre-mer devraient rester atones. Le Groupe poursuivra au second semestre ses plans d'actions au Nigéria. Concernant le Maghreb, des incertitudes existent sur la poursuite de la très forte croissance actuelle. Le niveau du yen, continuera d'impacter directement les niveaux de marge brute au second semestre, dans la mesure où il représente toujours la principale devise d'achat de la division.

La croissance des ventes réalisées par **Eurapharma** au premier semestre devrait se poursuivre, avec l'intégration progressive des développements récents. Les projets importants d'extension de capacité en Afrique francophone seront mis en oeuvre.

Concernant la division **Industries, Equipement et Services**, le Groupe anticipe le maintien d'un bon rythme de croissance des activités industrielles et la poursuite de la bonne dynamique de prise de commandes de l'activité CFAO Technologies. Une poursuite de la montée en puissance des nouvelles activités de distribution d'équipements et de location est attendue sur le second semestre 2012.

2. COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2012

Dans le présent document, le terme "Société" renvoie à la société CFAO SA, société-mère du groupe CFAO. Le terme "Groupe" renvoie à la Société, ses filiales consolidées et ses participations minoritaires.

Les états financiers consolidés du Groupe pour les arrêts semestriels de juin 2011 et juin 2012 et pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 ont été préparés conformément aux normes d'information financière internationales (International Financial Reporting Standards, "IFRS") et aux interprétations de l'IFRIC telles qu'adoptées par l'Union Européenne et applicables au 30 juin 2012.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE POUR LES SITUATIONS AU 30 JUIN 2012 ET AU 30 JUIN 2011

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2012	30/06/2011
Produits des activités ordinaires	4	1 743,1	1 486,5
Coût des ventes		(1 354,3)	(1 158,4)
Marge brute		388,8	328,1
Charges de personnel	5	(122,5)	(107,8)
Autres produits et charges opérationnels courants		(121,4)	(107,9)
Résultat opérationnel courant	4	144,9	112,4
Autres produits et charges opérationnels non courants	6	1,4	8,2
Résultat opérationnel		146,4	120,6
Coût de l'endettement financier net	7	(16,1)	(12,6)
Autres produits et charges financières	7	(2,7)	(1,1)
Résultat avant impôt		127,6	106,9
Impôt sur le résultat	8	(37,5)	(36,0)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		0,6	1,3
Résultat net des activités poursuivies		90,8	72,2
dont Propriétaires de la société		63,5	49,2
dont Participations ne donnant pas le contrôle		27,3	23,0
Résultat net de l'ensemble consolidé		90,8	72,2
Résultat net Propriétaires de la société	9	63,5	49,2
Résultat net Participations ne donnant pas le contrôle	9	27,3	23,0
Résultat net part du Groupe		63,5	49,2
Résultat par action (en euros)	9	1,03	0,80
Résultat dilué par action (en euros)	9	1,03	0,80

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE POUR LES SITUATIONS AU 30 JUIN 2012 ET AU 30 JUIN 2011

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2012	30/06/2011
Résultat net		90,8	72,2
Eléments recyclables en résultat :		0,3	(10,7)
Ecarts de conversion et autres		0,3	(10,7)
Eléments non recyclables en résultat :		0,0	0,0
Ecarts actuariels ⁽¹⁾		0,0	0,0
Produits & charges constatés directement en Capitaux propres	10	0,3	(10,7)
Résultat global total		91,1	61,5
dont Propriétaires de la société		63,4	37,3
dont Participations ne donnant pas le contrôle		27,7	24,3

⁽¹⁾ Net d'impôt

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE POUR LES SITUATIONS AU 30 JUIN 2012 ET AU 30 JUIN 2011 ET L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2011

ACTIF

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Goodwill		151,1	143,0	149,4
Autres immobilisations incorporelles		34,6	31,8	31,5
Immobilisations corporelles		335,0	289,7	319,6
Participations dans les sociétés mises en équivalence		13,4	17,3	25,7
Actifs financiers non courants		47,1	37,5	41,9
Actifs d'impôts différés		25,5	21,3	24,2
Autres actifs non courants		0,1	0,1	0,1
Actif non courant		606,7	540,7	592,4
Stocks		943,8	733,3	828,9
Créances clients		473,5	398,5	430,2
Créances d'impôts exigibles		19,5	19,8	15,4
Autres actifs financiers courants		23,3	9,3	26,8
Autres actifs courants		179,0	135,4	169,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	262,4	152,7	251,8
Actif courant		1 901,5	1 449,0	1 722,8
Total actif		2 508,2	1 989,7	2 315,1

PASSIF

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Capital social	11	10,3	10,3	10,3
Réserves de conversion		(17,8)	(27,1)	(17,4)
Titres d'autocontrôle		(3,1)	(0,5)	(4,0)
Autres réserves		569,4	485,4	559,0
Capitaux propres – Propriétaires de la société	11	558,8	468,0	547,8
Capitaux propres – Participations ne donnant pas le contrôle		193,7	170,2	191,3
Capitaux propres	11	752,5	638,2	739,1
Emprunts et dettes financières à long terme	13	99,7	132,2	93,5
Provisions pour retraites et autres avantages similaires		28,2	26,9	27,5
Provisions		8,0	8,4	8,1
Passifs d'impôts différés		2,1	1,3	2,1
Passif non courant		138,1	168,9	131,1
Emprunts et dettes financières à court terme	13	452,4	336,1	350,3
Autres passifs financiers courants		29,3	17,6	18,0
Dettes fournisseurs		680,3	502,8	669,6
Provisions pour retraites et autres avantages similaires		1,5	0,4	1,4
Provisions		20,4	17,5	19,4
Dettes d'impôts exigibles		37,1	30,8	35,9
Autres passifs courants		396,7	277,4	350,4
Passif courant		1 617,6	1 182,6	1 445,0
Total passif		2 508,2	1 989,7	2 315,1

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES POUR LES SITUATIONS AU 30 JUIN 2012, AU 30 JUIN 2011 ET AU 31 DECEMBRE 2011

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Résultat net		90,8	72,2	170,6
Dotations nettes courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant		26,9	23,7	48,5
Prix de cession parcs de location amendement IAS16		1,7	0,6	1,5
Autres produits et charges sans contrepartie en trésorerie		(1,4)	(6,0)	(9,0)
Capacité d'autofinancement		117,9	90,5	211,6
Charges et produits d'intérêts financiers		19,8	13,1	29,4
Dividendes reçus		(0,8)	(0,9)	(1,2)
Charge nette d'impôt exigible		39,0	35,9	74,5
Capacité d'autofinancement avant impôts, dividendes et intérêts		176,0	138,6	314,4
Variation du besoin en fonds de roulement		(102,5)	(69,7)	0,8
Impôts sur le résultat payés		(42,2)	(44,4)	(74,2)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles		31,3	24,4	241,0
Acquisitions parcs de location amendement IAS16	18,1	(7,8)	(6,0)	(10,7)
Autres Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	18,1	(25,6)	(30,6)	(63,4)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	18,1	1,1	1,9	4,1
<i>Total Investissements corporels</i>	<i>18,1</i>	<i>(32,3)</i>	<i>(34,6)</i>	<i>(70,0)</i>
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise	18,2	(1,0)	(12,7)	(18,8)
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée	18,2	0,5	(0,0)	(2,4)
Acquisitions d'autres actifs financiers		(0,3)	(3,5)	(11,8)
Cessions d'autres actifs financiers		2,9	6,6	10,8
Intérêts et dividendes reçus		(0,7)	(0,7)	2,2
<i>Total Investissements financiers</i>		<i>1,4</i>	<i>(10,3)</i>	<i>(19,9)</i>
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement		(30,9)	(45,0)	(89,9)
Augmentation / Diminution de capital		0,0	(0,1)	(0,5)
Dividendes versés aux propriétaires de la société		(52,8)	(50,5)	(50,6)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(16,6)	(13,8)	(21,6)
Emission d'emprunts		12,0	33,0	31,5
Remboursement d'emprunts		(33,7)	(10,1)	(49,0)
Intérêts versés et assimilés		(20,0)	(13,7)	(30,5)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement		(111,1)	(55,2)	(120,7)
Incidence des variations des cours de change		(5,8)	2,7	(0,2)
Incidence détention actions autocontrôle		0,9	0,2	(3,3)
Autres mouvements		(1,9)	0,0	(0,1)
Variation nette de la trésorerie		(117,6)	(72,9)	26,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à l'ouverture de l'exercice	18	(59,0)	(85,7)	(85,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à la clôture de l'exercice	18	(176,6)	(158,6)	(59,0)

ETAT RESUME DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Nombre d'actions en circulation	Capital social	Réserves de conversion et autres	Autres réserves et résultats nets – Propriétaires de la société	Capitaux propres		Totaux
					Propriétaires de la société	Participations ne donnant pas le contrôle	
Au 31 décembre 2010	61 505 160	10,3	(15,2)	497,7	492,7	154,0	646,7
Résultat global au 30 juin 2011			(12,3)	49,5	37,3	24,3	61,5
Augmentation / Diminution de capital							
Titres d'autocontrôle	16 386⁽¹⁾			0,2	0,2		0,2
Valorisation des paiements fondés sur les actions				1,4	1,4		1,4
Dividendes distribués				(50,5)	(50,5)	(20,8)	(71,3)
Variations de périmètre			0,3	(13,4)	(13,1)	12,8	(0,3)
Au 30 juin 2011	61 509 474	10,3	(27,1)	485,0	468,0	170,3	638,2
Résultat global 2^{ème} semestre 2011			9,7	70,9	80,6	25,0	105,5
Augmentation / Diminution de capital						(0,4)	(0,4)
Titres d'autocontrôle	138 914⁽¹⁾			(3,5)	(3,5)		(3,5)
Valorisation des paiements fondés sur les actions				2,3	2,3		2,3
Dividendes distribués				(0,1)	(0,1)	(1,1)	(1,2)
Variations de périmètre				0,4	0,4	(2,6)	(2,2)
Au 31 décembre 2011	61 370 560	10,3	(17,4)	555,0	547,8	191,2	739,1
Résultat global au 30 juin 2012			0,2	63,2	63,4	27,7	91,1
Augmentation / Diminution de capital						0,1	0,1
Titres d'autocontrôle	118 600⁽¹⁾			0,9	0,9		0,9
Valorisation des paiements fondés sur les actions				1,8	1,8		1,8
Dividendes distribués				(52,8)	(52,8)	(29,2)	(82,0)
Variations de périmètre			(0,5)	(1,8)	(2,3)	3,9	1,6
Au 30 juin 2012	61 407 260	10,3	(17,7)	566,2	558,8	193,7	752,5

⁽¹⁾ dans le cadre du contrat de liquidité et des rachats d'actions pour plans AGA

Notes annexes résumées aux états financiers consolidés

Note 1	Généralités	19
Note 2	Principes et méthodes comptables	19
Note 3	Périmètre de consolidation	20
Note 4	Secteurs opérationnels	20
Note 5	Paie ment sur la base d'actions	24
Note 6	Autres produits et charges opérationnels non courants	26
Note 7	Produits et Charges financiers	27
Note 8	Impôt	27
Note 9	Résultats par action	28
Note 10	Autres éléments du résultat global	29
Note 11	Capitaux propres	30
Note 12	Trésorerie et équivalents de trésorerie	30
Note 13	Dettes financières brutes	31
Note 14	Endettement financier net	32
Note 15	Classification comptable et Valeur de marché des instruments financiers	32
Note 16	Exposition au risque de change	34
Note 17	Instruments dérivés en valeur de marché	37
Note 18	Tableau des flux de trésorerie	37
Note 19	Evolution des Passifs éventuels, engagements contractuels non comptabilisés et risques éventuels	38
Note 20	Parties liées ayant un contrôle sur le groupe	38
Note 21	Evénements postérieurs à la clôture	38

NOTE 1 GENERALITES

Le groupe CFAO, composé de la société CFAO SA (la société) et ses filiales (collectivement CFAO Groupe ou « le Groupe ») est un leader de la distribution spécialisée dans ses métiers clés, la distribution automobile et pharmaceutique, en Afrique et dans les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-mer. CFAO est un acteur majeur de l'importation et de la distribution de véhicules automobiles, de l'importation et de la distribution de produits pharmaceutiques et des prestations de services logistiques y afférentes, de certaines activités industrielles, et de certains services technologiques en Afrique et dans les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-mer.

Le groupe est aujourd'hui présent en France, dans 31 pays d'Afrique, dans 7 collectivités territoriales d'Outre-mer, au Vietnam et à l'île Maurice.

CFAO, société-mère du Groupe, est une société anonyme de droit français à conseil de surveillance et directoire, dont le siège social est 18, rue Troyon 92310 Sèvres, France. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 552 056 152 R.C.S. NANTERRE. CFAO SA est soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce.

Le Groupe a établi ses premiers états financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2008.

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2012 du Groupe CFAO ont été arrêtés par le directoire le 20 juillet 2012 et sont présentés en euros.

NOTE 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Principes généraux et déclaration de conformité

Les états financiers consolidés résumés du Groupe CFAO au 30 juin 2012 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union Européenne à la date de clôture de ces états financiers et qui sont d'application obligatoire à cette date. Les normes internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et les interprétations de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2012 sont préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*, telle qu'adoptée par l'Union européenne, qui permet de présenter une sélection de notes explicatives.

Les notes annexes ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent donc être lues conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice 2011.

Référentiel IFRS appliqué

Les comptes semestriels sont établis selon les principes et méthodes comptables appliqués par le groupe aux états financiers 2011, à l'exception de l'impôt sur le résultat et des avantages au personnel, qui font l'objet de méthodes d'évaluation spécifiques (note 2.1).

Les normes, amendements et interprétations applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012 n'ont pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe au 30 juin 2012. Il s'agit principalement :

- Amendements à IFRS 7 « Informations sur les transferts d'actifs financiers » ;

Par ailleurs, le Groupe a choisi d'appliquer par anticipation l'amendement IAS1 sur la présentation des Autres Eléments du Résultat Global en distinguant les éléments recyclables en compte de résultat de ceux qui ne le sont pas.

2.1. Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

2.1.1. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt de la période (exigible et différée) est déterminée à partir du taux effectif d'impôt estimé pour la période, pour chaque entité.

2.1.2. Avantages du personnel

Sauf événement particulier au cours de la période, il n'est procédé à aucune évaluation actuarielle pour l'élaboration des comptes semestriels. La charge du semestre relative aux avantages postérieurs à l'emploi correspond à la moitié de la charge nette calculée pour l'exercice 2012, sur la base des données et des hypothèses actuarielles utilisées au 31 décembre 2011.

2.1.3. Saisonnalité de l'activité

Quelles que soient les divisions du groupe, le degré de saisonnalité de l'activité n'est pas significatif.

2.2. Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par la direction du Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes. La direction du Groupe revoit ses estimations et ses hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles. L'impact des changements d'estimations comptables est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes futures affectées.

Les principales estimations faites par la direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels et goodwill, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, ainsi que les hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel, des impôts différés et des dérivés. Le Groupe utilise notamment des hypothèses de taux d'actualisation, basées sur des données de marché, afin d'estimer ses actifs et passifs à long terme.

Les principales hypothèses retenues par le Groupe sont détaillées dans chacun des paragraphes dédiés de l'annexe aux états financiers et notamment dans les notes suivantes :

- Note 5 – Paiement sur la base d'actions ;
- Note 15 – Classification comptable et valeur de marché des instruments financiers ;
- Note 16 – Exposition aux risques de change ;

Pour les tests de dépréciation d'actifs non financiers, les Unités Génératrices de Trésorerie retenues correspondent aux divisions retenues dans le découpage des secteurs opérationnels (voir note 4)

Aucun indice de perte de valeur n'a été détecté par rapport aux tests d'impairment réalisés en fin d'année dernière.

NOTE 3 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Depuis le 1^{er} janvier 2012, les variations de périmètre suivantes sont intervenues :

- Le groupe CFAO a acquis dans la division Eurapharma en juillet 2011, 49 % des titres de la société Propharmal, société de production pharmaceutique en Algérie. Le groupe CFAO ne disposant pas d'une analyse de l'activité permettant de consolider la quote-part de résultat concernant la période de détention lors de la clôture 2011, seul le bilan au 31 décembre 2011 a été consolidé par intégration globale.

Cette société est désormais totalement intégrée et a réalisé un chiffre d'affaires de 4,2 millions d'euros et un résultat net négatif de -1,1 millions d'euros sur les six premiers mois de 2012.

- Le groupe CFAO a acquis en décembre 2011, 51 % des actions que le groupe réunionnais Caillé détenait dans 3 sociétés malgaches et une société française présentes dans la distribution automobile et la location. L'opération n'étant pas significative pour le groupe, ces sociétés sont restées en équivalence au 31/12/2011 et le prix d'acquisition des minoritaires a été classé sur la ligne participation mises en équivalence.

Ces sociétés ont été intégrées globalement au 1^{er} janvier 2012, ce qui a entraîné la revalorisation de la participation initiale de CFAO selon la norme IFRS3 révisée (produit de 1,2 M€ enregistré en résultat opérationnel non courant).

La société présente dans l'activité location a été rattachée à la division Industrie, Equipements & Services, les autres ont été rattachées à la division Automotive.

Ces sociétés ont réalisé un chiffre d'affaires de 20,6 millions d'euros en 2011. Sur le premier semestre 2012, leur chiffre d'affaires est de 8,0 millions d'euros pour un résultat net de 1,1 millions d'euros.

- Le groupe CFAO a acquis dans la division Automotive, 75 % des actions de la société ADI (Automotive Distributor Incorporated) au Zimbabwe, société de distribution automobile de la marque Hyundai.

Cette société entrée dans le périmètre de consolidation en janvier 2012, n'a pas eu d'activité en 2011. Sur le premier semestre 2012, son chiffre d'affaires est de 3,3 millions d'euros pour un résultat net de 0,4 millions d'euros.

- Une offre de reprise du Fonds de commerce des actifs de la société Actidom, placée en redressement judiciaire, déposée par le groupe CFAO a été acceptée en février 2012, sur décision du Tribunal de Commerce de la Guadeloupe. Ces actifs ont été logés dans la division Eurapharma dans la société Actidis créée par CFAO à cette occasion. Cette société de distribution de produits parapharmaceutiques et de promotion pharmaceutique n'a réellement redémarré son activité que sur le mois de juin. Au 30 juin 2012, cette société a représenté un chiffre d'affaires de 0,6 millions d'euros et un résultat net de 0,0 millions d'euros.

NOTE 4 SECTEURS OPERATIONNELS

Conformément à la norme IFRS 8 – *Secteurs opérationnels*, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités et l'allocation des ressources par le Président ou les membres du Directoire, qui forment le principal organe de décision opérationnel du Groupe.

Un secteur opérationnel au sens de la norme IFRS 8 est une composante du Groupe engagée dans des activités susceptibles de générer des revenus et d'encourir des dépenses, dont les résultats opérationnels sont régulièrement revus par l'organe de décision opérationnel et pour laquelle une information distincte est disponible.

Chaque secteur opérationnel fait l'objet d'un suivi individuel en termes de reporting interne, selon des indicateurs de performance communs à l'ensemble des secteurs.

Les secteurs présentés au titre de l'information sectorielle sont des secteurs opérationnels ou des regroupements de secteurs opérationnels similaires. L'information sectorielle a été modifiée pour tenir compte de la nouvelle organisation du groupe.

La divisions Industries Equipement et Services inclut les 4 activités suivantes :

- Industries : 2 brasseries au Congo en partenariat avec Heineken et 4 usines de production de produits plastiques,
- Technologies : activités recentrées en 2011 sur les produits et solutions informatiques,

- Equipement : distribution de groupes électrogènes et d'ascenseurs, développement de l'activité vente, installation et maintenance d'engins de chantiers et agricoles.
- Location, auparavant dans la division Automotive, a vocation à se renforcer, en support au développement des activités Equipement et Automotive

Outre cette division, l'information sectorielle se compose également des deux autres divisions opérationnelles : Automotive et Eurapharma.

La division Holdings et autres regroupe principalement les coûts du siège de Sèvres avec tous les services transversaux non affectés aux divisions opérationnelles.

Aucun regroupement de secteurs opérationnels n'a été effectué depuis les comptes annuels 2011.

Les données de gestion utilisées pour évaluer la performance d'un secteur sont établies conformément aux principes IFRS appliqués par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

La mesure de la performance de chaque secteur opérationnel, utilisée par le principal décideur opérationnel, est basée sur le résultat opérationnel courant.

4.1 Informations par division

L'information sectorielle de juin 2012 ainsi que l'information historique de juin et décembre 2011 ci-dessous est présentée selon la nouvelle organisation du groupe

(en millions d'euros)	CFAO Automotive	Eurapharma	CFAO Industrie, Equipements & Services	Holdings & Autres	Eliminations	Total
Au 30 juin 2012						
Produits des activités ordinaires	1 129,4	460,2	230,1		(76,5)	1 743,1
– hors groupe	1 079,3	460,2	203,6	0,0		1 743,1
– groupe	50,1		26,5	(0,0)		76,5
Résultat opérationnel courant	86,0	39,8	35,1	(16,0)		144,9
Dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	11,0	3,3	12,2	0,3	(0,0)	26,9
Prix de cession des parcs de location	0,7		0,9		(0,0)	1,7
Autres produits et charges opérationnelles courantes sans contrepartie en trésorerie	(1,6)	0,3	0,5	1,0	(0,0)	0,2
Acquisitions parcs de location amendement IAS16	0,6		7,2		0,0	7,8
Autres Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	11,0	3,5	9,7	1,5	(0,0)	25,6
Actifs sectoriels	1 300,3	479,4	353,3	(15,9)	(0,0)	2 117,1
Passifs sectoriels	728,4	239,4	101,3	8,2	(0,3)	1 077,0
Au 30 juin 2011						
Produits des activités ordinaires	942,7	418,8	186,0		(61,0)	1 486,5
– hors groupe	901,9	418,8	165,8	0,0		1 486,5
– groupe	40,8		20,2	(0,0)		61,0
Résultat opérationnel courant	60,5	36,5	28,2	(12,8)		112,4
Dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	10,5	2,7	10,3	0,3	(0,0)	23,7
Prix de cession des parcs de location	0,2		0,4		(0,0)	0,6
Autres produits et charges opérationnelles courantes sans contrepartie en trésorerie	0,0	(0,0)	(0,4)	(4,9)	(0,0)	(5,4)
Acquisitions parcs de location amendement IAS16	2,6		3,3		0,0	6,0
Autres Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	10,3	2,9	17,3	0,1	0,0	30,6
Actifs sectoriels	1 038,3	407,5	301,6	(15,2)	(0,4)	1 731,8
Passifs sectoriels	442,0	225,4	105,7	6,8	0,2	780,2
31 décembre 2011						
Produits des activités ordinaires	1 984,4	864,7	418,8		(144,2)	3 123,7
– hors groupe	1 891,7	864,5	367,4	0,1		3 123,7
– groupe	92,7	0,2	51,4	(0,1)		144,2
Résultat opérationnel courant avant	141,1	75,8	67,0	(27,6)		256,3
Dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	21,3	5,3	21,3	0,6		48,5
Prix de cession des parcs de location	0,7		0,8		0,0	1,5
Autres produits et charges opérationnelles courantes sans contrepartie en trésorerie	(9,8)	2,1	3,3	(3,1)		(7,5)
Acquisitions parcs de location	3,1		7,6			10,7
Autres Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	21,9	6,8	34,2	0,5		63,4
Actifs sectoriels	1 158,7	458,1	329,4	(16,9)		1 929,3
Passifs sectoriels	654,3	246,5	110,1	9,1		1 020,0

4.2 Informations par zone géographique

Les informations sont présentées par zone géographique sur la base de la localisation géographique des clients pour les produits des activités ordinaires et sur la base de l'implantation géographique des actifs pour les actifs sectoriels non courants à l'exception de la zone France – Export qui correspond aux ventes export à des clients externes au groupe CFAO.

(en millions d'euros)	Afrique Subsaharienne Francophone	Afrique Subsaharienne Anglophone	Collectivités territoriales d'outre-mer et autres	Maghreb	France – Export	Total
Au 30 juin 2012						
Produits des activités ordinaires	659,5	243,0	354,7	402,1	83,9	1 743,1
Actifs sectoriels non courants	231,6	62,4	82,6	93,3	51,0	520,8
Au 30 juin 2011						
Produits des activités ordinaires	574,1	196,9	342,0	300,7	72,8	1 486,5
Actifs sectoriels non courants	213,5	47,4	84,9	68,8	50,0	464,7
31 décembre 2011						
Produits des activités ordinaires	1 239,9	412,5	709,9	599,6	161,8	3 123,7
Actifs sectoriels non courants	225,5	53,9	85,0	88,8	47,5	500,5

NOTE 5 PAIEMENT SUR LA BASE D' ACTIONS

Le groupe CFAO a octroyé à certains membres du personnel, des options de souscription d'actions de la société CFAO le 4 janvier 2010 et des actions gratuites le 3 décembre 2010 et le 18 juillet 2011.

Le groupe comptabilise son engagement au fur et à mesure des services rendus par les bénéficiaires, de la date d'attribution jusqu'à la date d'acquisition des droits. La date d'attribution correspond à la date à laquelle les plans ont été approuvés par le Directoire et communiqués aux intéressés.

Pour les bénéficiaires, les droits acquis ne peuvent être exercés qu'à l'issue d'une période de blocage dont la durée varie selon les plans.

Les caractéristiques des plans figurent dans le tableau ci-dessous :

Plan de stock-options et actions gratuites	Plan 2010	Plan 2010	Plan 2011
	Options de souscription	Actions gratuites	Actions gratuites
Date d'attribution	04/01/2010	03/12/2010	18/07/2011
Date d'expiration	04/01/2018	03/12/2014	18/07/2015
Acquisition des droits	04/01/2014	03/12/2012	18/07/2013
Nombre de bénéficiaires	239	600	606
Nombre attribué à l'origine	1 350 000	97 400	172 203
Nombre en circulation au 31/12/2011	940 781	90 900	171 653
ajustement 2011 ⁽¹⁾	30 782		
Nombre annulé 2012	7 688	3 200	3 650
Nombre exercé en 2012		200	
Nombre expiré en 2012			
Nombre en circulation au 30/06/2012	963 875	87 500	168 003
Nombre exerçable au 30/06/2012			
Prix d'exercice (en euros)	26,00	N/A	N/A
Juste valeur à la date d'attribution (en euros)	4,18	22,96	20,38
Prix moyen pondéré des options exercées (en euros)			

⁽¹⁾ Certains attributaires ayant quitté l'entreprise à fin décembre 2011 ont bénéficié d'une décision dérogatoire, leur permettant de conserver leurs droits.

L'acquisition des options est soumise à condition de présence, et à conditions de performance. Les options sont acquises à hauteur de 25 % par année complète de présence dans le Groupe. Les trois-quarts des options octroyées sont soumises à l'atteinte de conditions de performance liées à la rentabilité opérationnelle courante et au cash-flow libre opérationnel du groupe CFAO. Une des conditions n'a pas été respectée et ceci a entraîné l'annulation d'un quart des options.

L'acquisition des actions gratuites est soumise à condition de présence et à condition de performance. Cette dernière est une condition de performance du titre CFAO par rapport à son indice de référence le SBF120.

En cas de départ à la retraite (sous certaines conditions), de décès ou d'invalidité il y a acquisition de la totalité des droits. En cas de démission, de licenciement pour faute grave ou lourde, ou de révocation du mandat social, il y a perte de la totalité des droits sauf dérogation.

L'évaluation de la juste valeur des droits attribués aux bénéficiaires a été réalisée à la date d'attribution des plans.

Pour le plan d'options de souscription d'actions, à l'aide d'un modèle de type Black & Scholes à algorithme trinomial avec seuils d'exercice, tenant compte notamment du nombre d'options potentiellement exerçables à la fin de la période d'acquisition des droits.

Pour les plans d'attribution d'actions gratuites, à l'aide d'un modèle de type Black & Scholes à algorithme de Monte Carlo à deux sous-jacents.

Les seuils d'exercice ainsi que les probabilités d'exercice retenus comme hypothèses pour le plan de souscription d'actions sont les suivants :

Seuil en % du prix	Probabilité d'exercice
125 %	15 %
150 %	20 %
175 %	20 %
200 %	20 %

Les principales hypothèses d'évaluations sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Plan de stock-options et actions gratuites	Plan 2010	Plan 2010	Plan 2011
	Options de souscription	Actions gratuites	Actions gratuites
Volatilité	35,00 %	37,00 %	34,00 %
Taux sans risque	3,35 %	1,56 %	1,92 %

La volatilité mentionnée est une volatilité synthétique basée sur la volatilité de compétiteurs comparables pour chaque division avec une pondération de l'activité des divisions.

Les dividendes retenus pour l'évaluation correspondent aux dividendes estimés par CFAO en fonction des projections de résultat et de la politique de distribution.

Les taux d'intérêt sans risque correspondent au taux de swap Euribor 8 ans pour le plan de stocks options et au taux de swap Euribor 2 ans pour les plans d'attribution d'actions gratuites, à la date d'attribution.

La charge totale comptabilisée au premier semestre 2012 au titre des plans d'options de souscription et d'attributions d'actions est de 1,9 millions d'euros.

NOTE 6 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011
Produits opérationnels non courants	1,4	8,2
Produits nets de cessions d'immobilisations opérationnelles	0,1	0,2
Produits nets des cessions de participations	1,3	8,0
Autres	(0,0)	
Charges opérationnelles non courantes		
Autres		
Total	1,4	8,2

Les autres produits et charges opérationnels non courants de CFAO, qui regroupent les éléments inhabituels de nature à perturber le suivi de la performance économique de chaque division, s'élèvent à 1,4 millions d'euros sur le premier semestre 2012. Ils incluent des plus values sur cessions d'actifs opérationnels pour 0,1 million d'euros au 30 juin 2012 contre 0,2 million d'euros au 30 juin 2011.

Ils incluent également une plus value de 1,2 millions d'euros sur la revalorisation de la participation initiale de CFAO dans les sociétés malgaches détenues en partenariat avec le groupe Caillé avant leur prise de contrôle en décembre 2011.

Juin 2011 faisait apparaître une plus-value de 8,4 millions d'euros sur la revalorisation de la participation initiale de CFAO dans le groupe Almameto avant sa prise de contrôle intervenue suite à l'opération de rapprochement en Nouvelle-Calédonie.

NOTE 7 PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

Le résultat financier s'analyse de la façon suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011
Coût de l'endettement financier net	(16,1)	(12,6)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	0,4	0,5
Charges financières au coût amorti	(16,5)	(13,1)
Autres produits et charges financiers	(2,7)	(1,1)
Gains et pertes sur dérivés de couverture de change juste valeur ⁽¹⁾	(1,9)	0,7
Gains et pertes de change	(0,6)	0,4
Dividendes et acomptes reçus	0,8	0,9
Effet de l'actualisation des actifs et passifs	(0,4)	(0,7)
Autres charges financières	(0,6)	(2,3)
Total	(18,7)	(13,7)

⁽¹⁾ Cette ligne correspond à l'inefficacité de la couverture en juste valeur

Les charges financières au coût amorti correspondent essentiellement aux intérêts sur les découverts bancaires.

Au titre de l'inefficacité de la couverture du risque de change, l'impact résultat s'élève à – 1,9 M€ correspondant à un produit de + 2,1 M€ relatif à la variation de réévaluation des engagements et une charge de – 4,0 M€ relative à la variation de réévaluation des dérivés.

Les autres charges financières incluent les frais d'escomptes.

NOTE 8 IMPOT

Le taux d'impôt du Groupe se détermine comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011
Résultat avant impôt	127,6	106,9
Eléments non courants	1,4	8,2
Résultat courant avant impôt	126,2	98,7
Charge totale d'impôt	(37,5)	(36,0)
Charge totale d'impôt hors Cotisation Valeur Ajoutée Entreprises	(36,2)	(34,9)
Impôt sur éléments non courants		(0,1)
Charge d'impôt courant hors Cotisation Valeur Ajoutée Entreprises	(36,2)	(34,8)
Taux d'impôt effectif	29,4 %	33,7 %
Taux d'impôt courant hors Cotisation Valeur Ajoutée Entreprises	28,7 %	35,3 %

Le taux d'impôt applicable en France est le taux de base de 33,33 %, augmenté de la contribution sociale de 3,3 % et de la majoration exceptionnelle de 5 % votée lors de la dernière loi de finances 2011 toutes deux applicables sur le taux de base, soit 36,10 %.

NOTE 9 RESULTATS PAR ACTION

Les résultats nets par action sont calculés sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation sous déduction du nombre moyen pondéré d'actions détenues par des sociétés consolidées.

Les résultats nets par action dilués prennent en compte le nombre moyen pondéré d'actions défini ci-avant pour le calcul du résultat net par action majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires potentiellement dilutives.

En juin 2012, compte tenu du cours moyen de l'action CFAO qui s'élève à 30,82 euros, le plan d'options de souscription d'actions décrit en note 5 est dilutif de façon non significative.

Résultat par action au 30 juin 2012

(en millions d'euros)	Ensemble consolidé
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	63,5
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires émises	61 525 860
Nombre moyen pondéré d'actions autodétenues	(64 066)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	61 461 794
Résultat de base par action (en euros)	1,03
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	63,5
Options de souscription d'actions	
Actions gratuites	
Résultat net part du Groupe dilué	63,5
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	61 461 794
Options de souscription d'actions	62 053
Actions gratuites	87 971
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées	61 611 818
Résultat dilué par action (en euros)	1,03

Résultat par action au 30 juin 2011

(en millions d'euros)	Ensemble consolidé
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	49,2
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires émises	61 525 860
Nombre moyen pondéré d'actions autodétenues	(26 342)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	61 499 518
Résultat de base par action (en euros)	0,80
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	49,2
Options de souscription d'actions	
Actions gratuites	
Résultat net part du Groupe dilué	49,2
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	61 499 518
Options de souscription d'actions	0
Actions gratuites	14 685
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées	61 514 203
Résultat dilué par action (en euros)	0,80

NOTE 10 AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

Les autres éléments du résultat global sont principalement composés :

- des profits et des pertes résultant de la conversion des états financiers d'une activité à l'étranger,
- des éléments relatifs à l'évaluation des obligations au titre des Avantages du personnel : excédents des actifs des régimes de retraite non reconnus et écarts actuariels constatés sur les régimes à prestations définies.

Le montant de ces éléments, avant et après effets d'impôt liés sont les suivants :

(en millions d'euros)	Brut	Impôt	Net
Ecart de conversion et autres	(10,7)		(10,7)
Excédent des actifs des régimes des retraites non comptabilisé			
Ecart actuariels			
Autres éléments du résultat global au 30 juin 2011	(10,7)		(10,7)
Ecart de conversion et autres	(2,3)		(2,3)
Excédent des actifs des régimes des retraites non comptabilisé			
Ecart actuariels	(1,1)	(0,1)	(1,1)
Autres éléments du résultat global au 31 décembre 2011	(3,3)	(0,1)	(3,4)
Ecart de conversion et autres	0,3		0,3
Excédent des actifs des régimes des retraites non comptabilisé			
Ecart actuariels			
Autres éléments du résultat global au 30 juin 2012	0,3		0,3

NOTE 11 CAPITAUX PROPRES

Au 31 décembre 2011, le capital social s'élève à 10 254 310 euros. Il est composé de 61 525 860 actions entièrement libérées.

Le Directoire a décidé à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011, de distribuer un dividende de 0,86 euros par action au titre de cet exercice, soit 52,9 millions d'euros au total.

Le dividende distribué était de 0,82 euros par action au titre de l'exercice 2010.

NOTE 12 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Ce poste s'analyse de la façon suivante :

(en millions d'euros)	30/6/2012	30/6/2011
Trésorerie	259,1	149,9
Equivalents de trésorerie	3,3	2,8
Total	262,4	152,7

Sur les 262,4 M€ de trésorerie, 121,0 M€ (contre 56,4 M€ l'année précédente) sont des positions actives issues de la gestion des comptes des centrales d'achats et de la Holding CFAO.

NOTE 13 DETTES FINANCIERES BRUTES

(en millions d'euros)	30/6/2012	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	Au-delà
Emprunts et dettes financières à long terme	99,7		11,2	79,7	5,7	3,2	0,0
Lignes de crédit confirmées	60,0			60,0			
Autres emprunts auprès des établissements de crédit	25,4		10,1	7,4	5,2	2,7	
Participation des salariés	1,7		0,6	0,3	0,4	0,4	0,0
Autres dettes financières	12,5		0,5	11,9	0,0	0,0	
Emprunts et dettes financières à court terme	452,4	452,4					
Lignes de crédit confirmées	0,0	0,0					
Autres emprunts auprès des établissements de crédit	9,5	9,5					
Participation des salariés	0,7	0,7					
Découverts bancaires	438,8	438,8					
Autres dettes financières	3,3	3,3					
Total	552,1	452,4	11,2	79,7	5,7	3,2	0,0
%		81,9 %	2,0 %	14,4 %	1,0 %	0,6 %	0,0 %

Le poste « Autres dettes financières » est principalement constitué de dettes sur put minoritaires.

Au 30 juin 2012, l'ensemble de la dette brute est comptabilisé au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif.

Dans les « Emprunts et dettes financières à long terme » figure principalement le tirage sur le crédit syndiqué pour un montant de 60 millions d'euros sur un total de ligne confirmée de 300 millions d'euros. Ce crédit a été classé en lignes de crédit confirmées long terme selon son échéance de 3 ans (échéance initiale au 07/12/2012 reportée au 09/12/2013 par accord du syndicat bancaire du 05/11/2010 puis au 09/12/2014 par accord du 02/11/2011).

Les montants empruntés au titre du crédit syndiqué comportent des covenants financiers qui créent une obligation de remboursement anticipé s'ils ne sont pas respectés. Ces covenants sont au nombre de 3 :

- l'Endettement Financier Net (voir note 14 ci-après) ne doit pas dépasser une limite égale à 2 fois l'EBITDA courant.

L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant augmenté des dotations nettes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant, comptabilisées en résultat opérationnel courant.

(L'EBITDA n'est pas un agrégat comptable normé répondant à une définition unique généralement acceptée. Il ne doit pas être considéré comme un substitut au résultat opérationnel, au résultat net ou aux flux de trésorerie, ou encore à une mesure de liquidité. L'EBITDA peut être calculé de façon différente pour d'autres sociétés ayant une activité similaire ou différente de celle du Groupe. Ainsi, l'EBITDA calculé par le Groupe peut ne pas être comparable à celui calculé par d'autres émetteurs.)

- Le montant des dettes financières brutes des filiales ne doit pas excéder 80 % des dettes financières brutes consolidées.
- Les autres engagements hors bilan des membres du Groupe envers des tiers au Groupe doivent être inférieurs à 1,2 fois la moyenne de la dette fournisseur pour la période considérée et le semestre précédent.

Ces covenants sont respectés au 30 juin 2012.

Les intérêts courus figurent dans la rubrique « autres dettes financières ».

La part des dettes à plus d'un an représente 18,1 % de la dette brute au 30 juin 2012 (28,2 % au 30 juin 2011).

NOTE 14 ENDETTEMENT FINANCIER NET

L'endettement financier net du Groupe s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Dettes financières brutes	(552,1)	(468,3)	(443,8)
Trésorerie	262,4	152,7	251,8
Endettement financier net	(289,7)	(315,6)	(192,0)

NOTE 15 CLASSIFICATION COMPTABLE ET VALEUR DE MARCHÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les principes de mesure des instruments financiers et leur valeur de marché au 30 juin 2012 s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2012		Actifs disponible s'à la vente	Prêts et créances	Coût amorti	Instruments dérivés avec comptabilité de couverture
	Valeur comptable	Valeur de marché				
Actif non courant						
Actifs financiers non courants	47,1	47,1	5,5	33,5	8,1	
Actif courant						
Créances clients	473,5	473,5			473,5	
Autres actifs financiers courants	23,3	23,3			3,1	20,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	262,4	262,4			262,4	
Passif non courant						
Emprunts et dettes financières à long terme	99,7	99,7			99,7	
Passif courant						
Emprunts et dettes financières à court terme	452,4	452,4			452,4	
Autres passifs financiers courants	29,3	29,3			16,7	12,5
Dettes fournisseurs	680,3	680,3			680,3	

(en millions d'euros)	30/06/2011		Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Coût amorti	Instruments dérivés avec comptabilité de couverture
	Valeur comptable	Valeur de marché				
Actif non courant						
Actifs financiers non courants	37,5	37,5	6,3	25,7	5,5	
Actif courant						
Créances clients	398,5	398,5			398,5	
Autres actifs financiers courants	9,3	9,3			2,4	6,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	152,7	152,7			152,7	
Passif non courant						
Emprunts et dettes financières à long terme	132,2	132,2			132,2	
Passif courant						
Emprunts et dettes financières à court terme	336,1	336,1			336,1	
Autres passifs financiers courants	17,6	17,6			10,5	7,1
Dettes fournisseurs	502,8	502,8			502,8	

Les actifs et passifs comptabilisés à la juste valeur sont déterminés comme suit :

Niveau 1 : prix cotés sur un marché actif

Lorsque des prix cotés sur un marché actif sont disponibles, ils sont retenus prioritairement pour la détermination de la valeur de marché. Au 30/06/2012, il n'y a pas d'élément évalué à la juste valeur sur cette base.

Niveau 2 : modèle interne avec paramètres observables à partir de techniques de valorisation interne

Ces techniques font appel à des méthodes de calcul mathématiques usuelles intégrant des données observables sur les marchés (cours à terme, courbe de taux...). Le calcul de la majorité des instruments financiers dérivés négociés sur des marchés est opéré sur la base de modèles communément utilisés par les intervenants pour évaluer ces instruments financiers.

Niveau 3 : modèle interne avec paramètres non observables

La juste valeur pour les valeurs comptables retenues est une estimation raisonnable de leur valeur de marché. Cette méthode concerne essentiellement les actifs financiers non courants.

En 2012, les modalités d'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs financiers n'ont pas été modifiées.

(en millions d'euros)	30/06/2012		30/06/2011		31/12/2011	
	comptable	marché	marché	comptable	marché	comptable
Actif non courant						
Actifs financiers non courants	47,1	47,1	37,5	37,5	41,9	41,9
Actif courant						
Créances clients	473,5	473,5	398,5	398,5	430,2	430,2
Autres actifs financiers courants	23,3	23,3	9,3	9,3	26,8	26,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	262,4	262,4	152,7	152,7	251,8	251,8
Passif non courant						
Emprunts et dettes financières à long terme	99,7	99,7	132,2	132,2	93,5	93,5
Passif courant						
Emprunts et dettes financières à court terme	452,4	452,4	336,1	336,1	350,3	350,3
Autres passifs financiers courants	29,3	29,3	17,6	17,6	18,0	18,0
Dettes fournisseurs	680,3	680,3	502,8	502,8	669,6	669,6

NOTE 16 EXPOSITION AUX RISQUES DE CHANGE

Le groupe CFAO utilise pour la gestion du risque de change des instruments dont les encours représentés par leur notionnel sont les suivants :

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Changes à terme et Swaps de change	272,1	88,8	265,5
Total	272,1	88,8	265,5

Le Groupe utilise essentiellement des contrats de change à terme pour couvrir les risques commerciaux export et import et pour couvrir les risques financiers nés en particulier des opérations de refinancement intragroupe en devises.

Certaines filiales locales (Maroc, Kenya, Maurice et depuis fin 2011 au Nigéria) souscrivent et comptabilisent des contrats d'achat à terme. Au 30 juin 2012, les encours représentés par leur notionnel s'élevaient à 38,4 millions d'euros.

Dans le cadre de l'application de la norme IAS 39, ces instruments dérivés ont été analysés au regard des critères d'éligibilité à la comptabilité de couverture. Au 30 juin 2012, la répartition des instruments dérivés en couvertures documentées s'établissait comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2012	Yen	Dollar américain	Euro	Autres	30/06/2011	31/12/2011
Couvertures de juste valeur							
Achats à terme & swaps achat à terme	632,8	237,2	358,9	32,2	4,5	304,5	511,0
Ventes à terme & swaps vente à terme	(360,8)	(4,1)	(356,6)		(0,1)	(215,8)	(245,4)
Total	272,1	233,1	2,3	32,2	4,4	88,8	265,5

La colonne « autres » correspond principalement aux opérations réalisées en rand sud Africain et en livre sterling.

Ces instruments dérivés de change sont comptabilisés au bilan en valeur de marché à la date de clôture.

L'exposition du risque de change du bilan s'analyse de la façon suivante au 30 juin 2012 :

(en millions d'euros)	30/06/2012	Euro	Dollar américain	Yen	Autres	30/06/2011	31/12/2011
CENTRALES D'ACHAT							
Créances Centrales d'achat	132,4		130,7	1,7	0,0	72,8	115,2
Dettes Centrales d'achat	265,9		161,9	103,6	0,3	107,8	231,6
Exposition brute au bilan centrales d'achat	(133,5)	0,0	(31,2)	(101,9)	(0,3)	(35,0)	(116,5)
Commandes Client	213,5		210,9	2,6	0,0	141,2	133,1
Commandes fournisseur	316,2		181,4	131,9	2,8	150,2	217,9
Exposition brute prévisionnelle centrales d'achat	(102,6)	0,0	29,5	(129,3)	(2,8)	(9,0)	(84,8)
Exposition brute avant gestion centrales d'achat	(236,1)	0,0	(1,7)	(231,2)	(3,2)	(44,0)	(201,3)
Instruments de couverture centrales d'achat	233,6		(3,7)	233,1	4,3	48,0	200,2
Exposition nette après gestion centrales d'achat	(2,5)	0,0	(5,4)	1,9	1,1	4,0	(1,1)

Les centrales d'achats de CFAO couvrent le risque de change au bilan (factures clients et fournisseurs) et prévisionnel (commandes confirmées fournisseurs et clients) par rapport à leur devise de comptabilisation qui est l'euro.

(en millions d'euros)	30/06/2012	Euro	Dollar américain	Yen	Autres	30/06/2011	31/12/2011
FILIALES HORS CENTRALES D'ACHAT							
<i>Filiales ayant recours aux instruments de couverture</i>							
Créances des filiales gérant le risque de change							
Dettes des filiales gérant le risque de change (1)	38,4	32,2	6,0		0,2	40,9	65,4
Exposition brute au bilan	(38,4)	(32,2)	(6,0)	0,0	(0,2)	(40,9)	(65,4)
Exposition brute prévisionnelle des filiales gérant le risque de change	0,0					0,0	0,0
Exposition brute avant prise en compte des instruments de couverture	(38,4)	(32,2)	(6,0)	0,0	(0,2)	(40,9)	(65,4)
Instruments de couverture filiales	38,4	32,2	6,0		0,2	40,8	65,4
Exposition nette après gestion filiales gérant le risque de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(0,2)	0,0

Certaines filiales peuvent utiliser des instruments pour couvrir l'exposition au risque de change de leur dette libellée en dollar US ou en Euros et leur devise de comptabilisation (Dirham marocain, Shilling Kenyan).

(en millions d'euros)	30/06/2012	Euro	Dollar américain	Yen	Autres	30/06/2011	31/12/2011
FILIALES HORS CENTRALES D'ACHAT Filiales n'ayant pas recours aux instruments de couverture							
Créances des filiales	29,3	3,9	24,4	1,0	0,0	14,7	19,0
Dettes des filiales	164,5	42,8	119,7	1,1	0,9	63,6	158,0
Trésorerie	40,8	1,7	37,3	1,5	0,3	33,3	29,2
Dettes financières	27,6	0,4	19,8	6,9	0,5	9,6	16,2
Exposition brute au bilan	(122,0)	(37,5)	(77,8)	(5,5)	(1,1)	(25,2)	(126,1)
Dépréciation des devises locales de 10 %	(12,2)	(3,8)	(7,8)	(0,6)	(0,1)	(2,5)	(12,6)

Les filiales hors centrales d'achats et qui n'ont pas recours aux instruments de couverture du risque de change pour des contraintes règlementaires sont exposées au risque de variation de leur devise de comptabilisation par rapport aux dettes et créances d'exploitation ou financières libellées en euros ou en dollar US.

Le tableau ci-dessus n'intègre pas l'exposition des postes du bilan libellés en euro des filiales de la zone CFA du fait de la parité fixe de cette monnaie par rapport à l'euro, le montant de ces encours s'élève à 57,5 millions d'euros au 30 juin 2012.

En synthèse, la position nette consolidée du groupe ressort comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2012	Euro	Dollar américain	Yen	Autres	30/06/2011	31/12/2011
Groupe CFAO							
Créances	161,7	3,9	155,1	2,7	0,0	87,5	134,2
Dettes	526,4	132,6	287,7	104,7	1,4	227,9	520,3
Trésorerie	40,8	1,8	37,3	1,5	0,3	33,4	29,3
Dettes financières	28,4	1,1	19,8	6,9	0,5	18,1	34,2
Exposition brute au bilan	(352,2)	(128,0)	(115,1)	(107,5)	(1,6)	(125,2)	(391,1)
Commandes Client	213,5	0,0	210,9	2,6	0,0	141,2	133,1
Commandes fournisseur	316,2	0,0	181,4	131,9	2,8	150,2	217,9
Exposition brute prévisionnelle	(102,6)	0,0	29,5	(129,3)	(2,8)	(9,0)	(84,8)
Exposition brute avant gestion	(454,8)	(128,0)	(85,6)	(236,7)	(4,5)	(134,2)	(476,0)
Instruments de couverture	272,1	32,2	2,3	233,1	4,4	88,8	265,5
Exposition nette après gestion	(182,7)	(95,8)	(83,3)	(3,6)	(0,1)	(45,4)	(210,4)

Analyse de sensibilité au risque de change

Sur la base des données de marché en date de clôture, l'impact d'une variation instantanée de 10 % des cours de change des devises d'achat non couvertes par rapport aux monnaies locales (hors franc CFA) serait de 12,2 millions d'euros à fin juin 2012.

Cette analyse exclut les impacts liés à la conversion des états financiers de chaque entité du Groupe dans sa monnaie de présentation (euro).

Ce calcul prend comme hypothèse que toutes les autres variables de marché seraient réputées constantes dans la détermination de la sensibilité.

NOTE 17 INSTRUMENTS DERIVES EN VALEUR DE MARCHÉ

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux risques de change. Le Groupe n'a pas de couverture de flux de trésorerie ni de couverture d'investissement net.

Au 30 juin 2012, 30 juin 2011 et au 31 décembre 2011, conformément à la norme IAS 39, la valeur de marché des instruments financiers dérivés figure au bilan à l'actif dans la rubrique « Autres actifs financiers courants » et au passif dans la rubrique « Autres passifs financiers courants ».

La juste valeur des dérivés de change est enregistrée en autres actifs financiers ou passifs financiers courants.

(en millions d'euros)	30/06/2012	Risque de taux d'intérêt	Risque de change	Autres risques de marché	30/06/2011	31/12/2011
Dérivés actif	20,2		20,2		6,9	25,9
Non Courant						
Courant	20,2		20,2		6,9	25,9
Dérivés actif – couverture de juste valeur	20,2		20,2		6,9	25,9
Dérivés passif	12,5		12,5		7,1	14,3
Non Courant						
Courant	12,5		12,5		7,1	14,3
Dérivés passif – couverture de juste valeur	12,5		12,5		7,1	14,3
TOTAL	7,6		7,6		(0,2)	11,6

NOTE 18 ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

La trésorerie nette des découverts bancaires et des comptes de trésorerie créditeurs (incluant les intérêts courus) s'élève au 30 juin 2012 à – 176,6 millions d'euros et correspond au montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie présenté dans l'état des flux de trésorerie.

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie du bilan	262,4	152,7	251,8
Découverts bancaires	(438,9)	(311,1)	(310,6)
Comptes courants de trésorerie créditeurs	(0,2)	(0,1)	(0,3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie du tableau de flux de trésorerie	(176,6)	(158,6)	(59,0)

18.1 Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles s'élèvent à 33,4 millions d'euros sur le premier semestre 2012 (36,6 millions d'euros sur le premier semestre 2011).

18.2. Acquisitions et cessions de filiales

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise	(1,0)	(12,7)	(18,8)
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée	0,5	(0,0)	(2,4)
Total	(0,5)	(12,7)	(21,1)

Sur le premier semestre 2011, les acquisitions de filiales concernaient principalement la société de distribution de la marque Citroën à la Réunion, la société Vehicle Center Zambia LTD en Zambie, ainsi que la société Lien A au Vietnam.

Sur le premier semestre 2012, la société ADI a été achetée au Zimbabwe.

NOTE 19 EVOLUTION DES PASSIFS EVENTUELS, ENGAGEMENTS CONTRACTUELS NON COMPTABILISES ET RISQUES EVENTUELS

19.1. Engagements donnés suite à des cessions d'actifs

Au cours du premier semestre 2012, aucune nouvelle convention de garantie de passif n'a été conclue par le Groupe.

19.2. Autres évolutions

A la connaissance du Groupe, il n'existe pas d'autres évolutions significatives des autres engagements donnés et reçus par CFAO ainsi que des passifs éventuels.

NOTE 20 PARTIES LIEES

La société CFAO était contrôlée jusqu'au 4 décembre 2009 par Discodis, elle-même détenue en totalité par la société PPR. Jusqu'au 4 décembre 2009, Discodis détenait 99.93 % du capital et 99.93 % des droits de vote de CFAO.

Le 4 décembre 2009, Discodis a cédé 57.94 % lors d'une introduction en bourse de Paris.

En 2012, il n'y a pas eu de variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2011.

En 2011, un dividende au titre de l'exercice 2010 de 21,2 millions d'euros a été versé à la société Discodis. Il n'y a plus de redevance versée à cette société.

En 2012, un dividende au titre de l'exercice 2011 de 22,2 millions d'euros a été versé à la société Discodis.

CFAO est également sous-locataire de la société Discodis pour le bail commercial de son siège social à Sèvres.

NOTE 21 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement postérieur à la clôture n'a un impact significatif sur les comptes consolidés résumés arrêtés au 30 juin 2012.

Le groupe CFAO a décidé, lors d'une réunion du directoire tenue le 06 juillet 2012, l'attribution d'un nouveau plan d'actions gratuites. Ce plan de 174 601 actions concernera 604 bénéficiaires, membres du directoire, salariés de métropole ayant une fonction de management ou personnes identifiées comme ressources rares occupant des postes clés dans l'entreprise. Les actions devant être attribuées aux bénéficiaires de ce plan seront des actions

existantes, qui seront rachetées par CFAO, ou par un prestataire de services d'investissement mandaté par CFAO et agissant de manière indépendante.

La division Eurapharma a acquis le 14 juillet 2012, 60 % de la société Assene-Laborex, société d'importation, de distribution et de promotion pharmaceutique au Nigéria. Cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 14,3 millions d'euros en 2011.

La division Eurapharma de CFAO a également acquis, le 18 juillet 2012, 75 % des titres de la société Missionpharma dont le siège social est au Danemark. Cette société, leader mondial en matière de kits de santé et disposant d'une compétence forte en matière de médicaments génériques, permettra à Eurapharma de se développer sur les marchés des clients publics et semi-publics, ONG et fondations. La société Missionpharma a réalisé sur son exercice clos le 30 avril 2012 un chiffre d'affaires de 83 millions d'euros, dont environ 75 % sur l'Afrique.

3. ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Sèvres, le 25 juillet 2012

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Richard Bielle

Président du Directoire

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012

KPMG Audit

1, cours Valmy
92293 Paris La Défense Cedex

Deloitte & Associés

185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

CFAO – Société Anonyme

18, rue Troyon
92316 Sèvres

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2012

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CFAO, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 -norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine Cedex, le 26 juillet 2012

Deloitte & Associés

Alain PENANGUER
Associé

Paris La Défense, le 26 juillet 2012

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Hervé CHOPIN
Associé

